



XVIII^{ème} COLLOQUE DU GISGUF

Université Saint-Joseph BEYROUTH

DU 25 AU 28 AVRIL 2012

Groupement international des Secrétaires Généraux des Universités Francophones
Association loi 1901 – Membre associé de l'Agence Universitaire de la Francophonie
(AUF)

LE RÔLE ET LA PLACE DES UNIVERSITÉS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

BALOU BI Toto Jérôme
Ex-Secrétaire Général de l'Université
de Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)
Président du Réseau Africain des
Secrétaires Généraux des Universités
Francophones (RASGUF)

PLAN DE L'EXPOSE

- ❑ INTRODUCTION
- ❑ SITUATION ACTUELLE DE L'ESR DANS
LES PAYS AFRICAINS FRANCOPHONES
AU SUD DU SAHARA
- ❑ LES DEFIS A RELEVER
- ❑ QUELQUES RECOMMANDATIONS

INTRODUCTION

- En dehors de certaines universités d'Afrique du nord (Université de Zitouna créée en 737 en Tunisie, Université Quaraouivine créée en 859 à Fès au Maroc, d'ailleurs plus vieilles que la première université dans le monde occidental, à savoir celle de Bologne créée en 1088), la création des universités des pays d'Afrique, francophone notamment, date des décennies 1950-1970, c'est-à-dire en même que les indépendances.

INTRODUCTION

- Les Etats ont donc hérité d'un système d'enseignement supérieur du colonisateur (copie conforme), qui s'est attaché à l'origine essentiellement à la formation des cadres nationaux pour les administrations. Depuis lors, ce système a montré ses limites. D'un pays à l'autre, ou d'un établissement à l'autre les problèmes sont les mêmes, et se résument ainsi qu'il suit.

INTRODUCTION

- Ce sont entre autres : l'insuffisance ou l'obsolescence des infrastructures, l'insuffisance des ressources financières et humaines, l'inadéquation des formations, etc. Face à cette situation, et pour que l'enseignement supérieur joue véritablement son rôle de moteur du développement, les pays africains doivent adopter les réformes qui s'imposent, en ayant fait le bon diagnostic, afin de prendre résolument leurs destins en mains.

**SITUATION ACTUELLE DE L'ESR
DANS LES PAYS AFRICAINS
FRANCOPHONES
AU SUD DU SAHARA**

Colloque GISGUF, Beyrouth, 24-28 avril
2012 - Communication BALOU BI

L'ETAT DES LIEUX

- Créés au départ pour des effectifs étudiants ne dépassant guère 5000, nos établissements, face à une demande de plus en plus forte, ploient aujourd'hui sous le poids de plusieurs milliers d'étudiants avec un mauvais taux d'encadrement. D'après les études de la Banque Mondiale et de l'UNESCO, la demande potentielle pour l'enseignement supérieur va plus que doubler d'ici à l'horizon 2015 (facteur 2,4 entre 2004 et 2015 en Afrique francophone).
- Malheureusement, les infrastructures et les équipements n'ont pas suivi ; ils sont dans la majorité des cas devenus vétustes et obsolètes. Les fonds documentaires n'existent presque pas dans nos établissements.

L'ETAT DES LIEUX

- Dans la plupart des cas, il existe une inadéquation entre la formation et l'emploi, parce que depuis leur création, nos établissements d'enseignement supérieur, malgré quelques timides réformes entreprises çà et là , peinent encore à effectuer une mutation devenue plus qu'indispensable surtout aujourd'hui dans le contexte de la mondialisation et la globalisation de l'économie qui ont une incidence certaine sur la société des savoirs et des connaissances.

L'ETAT DES LIEUX

- L'insuffisance des ressources consacrées au fonctionnement de nos universités (80 à 90% sont réservés aux salaires et autres transferts sociaux), l'ignorance totale du volet recherche, ont transformé nos établissements en de grands lycées. Il faut noter également un manque de vocation dans les fonctions d'enseignants et de chercheurs au regard du niveau de salaires proposés.

L'ETAT DES LIEUX

- Les statistiques de la banque mondiale et de l'UNESCO montrent que les pays africains au sud du Sahara sont loin d'avoir atteint, en matière d'accès à l'enseignement supérieur, les ratios des pays développés ou ceux dits émergents. Alors que dans les pays occidentaux, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants, varient entre 3500(France) et 6000 (canada, USA), la norme retenue étant environ 2% de la population, le Sénégal par exemple compte moins de 950 étudiants pour 100 000 habitants.

L'ETAT DES LIEUX

- Cette situation a d'ailleurs amené l'UNESCO et la Banque Mondiale à constater que l'Afrique doit multiplier par 3 le niveau actuel de développement de son enseignement supérieur, si elle veut atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015 (voir World Bank/UNESCO, 2000, Higher Education in Developing Countries Peril and Promise, 2000). Il faut également rappeler que, toujours selon les études de la banque mondiale, il y a une corrélation entre la baisse de l'indice de pauvreté et le niveau de formation du chef de famille et entre le niveau de diplôme, le nombre de diplômés et l'augmentation du rendement des secteurs économiques.

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- La prise de conscience mondiale de l'importance de l'éducation dans le développement global des sociétés, s'est traduite notamment par la tenue de la Conférence Mondiale sur l'Éducation pour Tous (Jomtien ,Thaïlande,1991).La résolution des Nations Unies de 1997 relative au rôle de l'éducation pour le progrès économique et social ainsi que la Conférence Mondiale sur l'Enseignement Supérieur (Paris, UNESCO, 1998) ont conduit la Banque africaine de Développement (BAD) à définir en 2000, l'éducation, surtout au niveau professionnel et universitaire, comme un instrument clé de la lutte contre la pauvreté.

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- C'est ainsi que par exemple à l'issue d'une mission exploratoire effectuée par la BAD en juin et juillet 2001 dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), il fut décidé d'entreprendre une étude globale sur l'enseignement supérieur et d'envisager la création d'un fonds régional d'appui à cet ordre d'enseignement afin de contribuer au développement des ressources humaines.

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- **Mais le constat demeure que** les établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche contribuent peu aux objectifs de développement et à la réduction de la pauvreté dans nos pays respectifs, car ils ne forment pas les jeunes de façon adéquate pour faire face aux défis économiques et sociaux de leurs pays, et participent peu à l'économie mondiale du savoir. En effet l'organisation académique ne correspond plus aux modèles qui prévalent actuellement dans l'enseignement supérieur ailleurs dans le monde, freinant ainsi la mobilité des enseignants chercheurs, des étudiants et des diplômés.

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- Par ailleurs, l'offre de formation est déficiente, comme l'indique le faible développement de la formation professionnalisante au profit des filières générales, les effectifs pléthoriques dans ces dernières filières et la faiblesse des perspectives d'emploi au terme de la formation. L'émergence du secteur privé dans l'offre de formation introduit une nouvelle dynamique dans l'ESR. Ces établissements, en nombre croissant, bien qu'ils offrent une certaine réponse aux problèmes d'engorgement de l'ESR, ne sont toutefois pas suffisamment intégrés dans l'offre d'ensemble et sont majoritairement dédiés au secteur des services. On observe par exemple :

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- Un degré de privatisation peu cohérent avec la réalité au niveau mondial et qui pose des problèmes d'équité
- Plus de jeunes dans le secondaire privé (24%) que dans le supérieur privé en Afrique francophone (19%)...contre respectivement 18 et 22% dans l'ensemble des pays à faibles revenus du monde
- Les pays dans lesquels la part du financement public dans le supérieur est la plus élevée ne semblent pas disposer de ressources publiques suffisantes pour financer le cycle primaire à hauteur de la demande. L'ajustement se fait par une privatisation des écoles primaires.

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- Malgré les intentions exprimées et les efforts concrets entrepris dans plusieurs pays pour réviser les programmes d'études, la majorité des programmes se révèlent inadaptés pour répondre aux besoins du développement économique et social. Les mécanismes de concertation et de collaboration avec l'environnement social sont inopérants. Les programmes sont fondés sur une conception pédagogique qui laisse peu de place aux étudiants, valorisent peu l'apprentissage autonome et l'utilisation des TIC dans l'apprentissage

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- Ainsi, il se pose la question de la pertinence des formations pour les économies nationales. En effet on observe certains faits qui sont :
 - ✓ Faibles opportunités d'emplois productifs. A quelques exceptions près, plus de la moitié des emplois formels sont du secteur « public »
 - ✓ Taux de chômage élevés pour les formés (25%)
 - ✓ Déqualification et sous-utilisation des compétences (30%)

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- ✓ Dépenses sociales parmi les plus élevées au monde : 45 % des dépenses courantes en dépenses sociales, contre 6% en Asie, 15% en Europe et Asie centrale, 17% dans l'OCDE, 20% en Afrique du Nord et Moyen Orient
- ✓ Pertinence et ciblage des aides sociales problématiques : Incitation ou équité ?
- ✓ Déséquilibre budgétaire en faveur des aides sociales varie selon les pays [de 13% à Madagascar, 70% au Niger]

PLACE DE L'ESR DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

- Pour ce qui est de la question du genre, dans l'ensemble de nos pays, les écarts entre les hommes et les femmes sont importants, aussi bien en effectifs d'étudiants qu'en effectifs d'enseignants chercheurs et même au niveau des personnels administratifs et techniques. Ces écarts sont le résultat de la faible proportion de filles dans les ordres d'enseignement inférieurs (enseignement de base et enseignement secondaire).

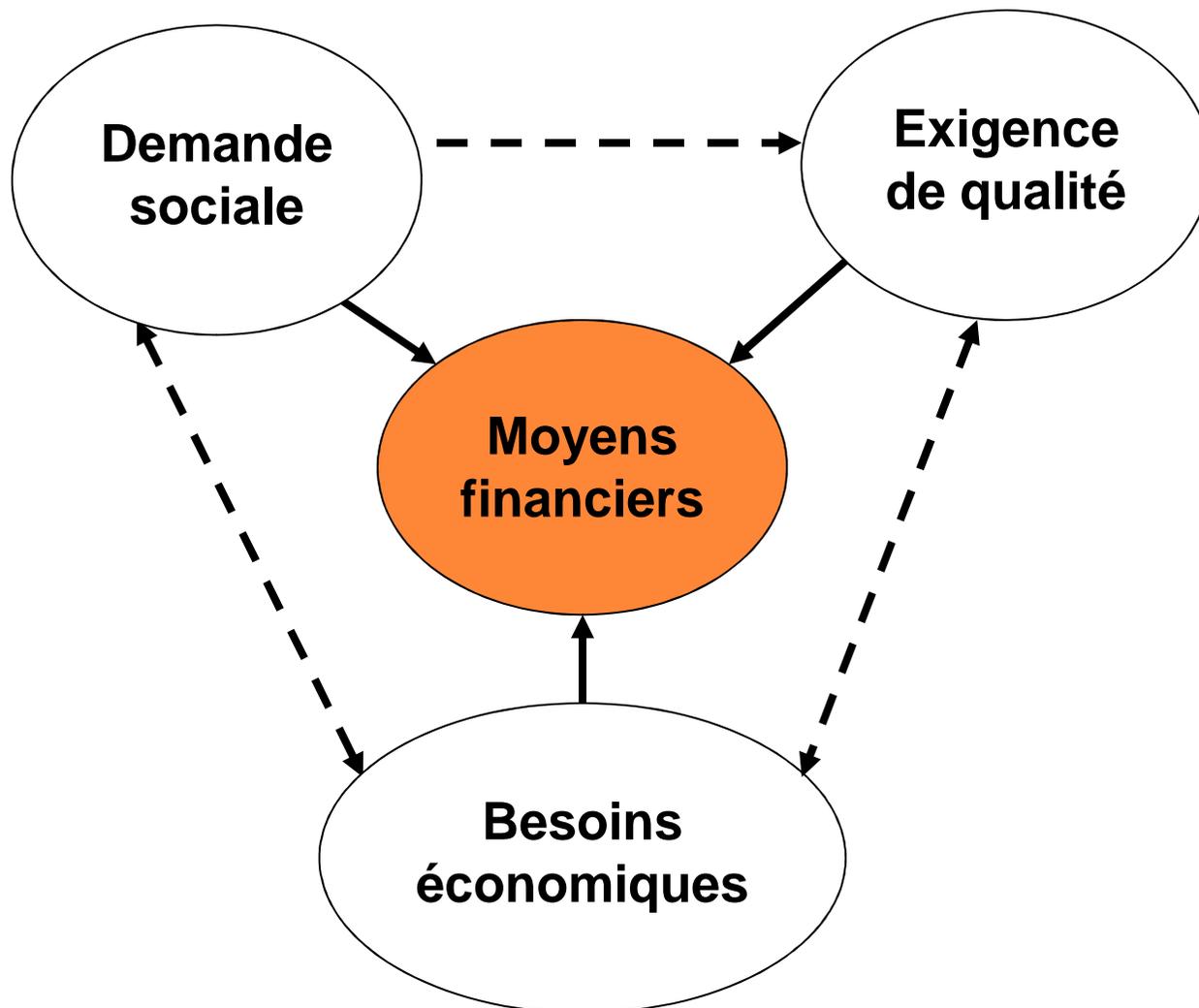
LES DEFIS A RELEVER

LES DEFIS A RELEVER

- La mondialisation et la globalisation de l'économie ont rendue la compétition rude et impitoyable entre les nations, c'est une question de vie ou de mort pour nos pays sous-développés qui devront faire 10 fois plus d'effort que les autres. Or comme nous l'avons déjà justement rappelé, le développement d'un pays repose essentiellement sur la qualité de son système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

LES DEFIS A RELEVER

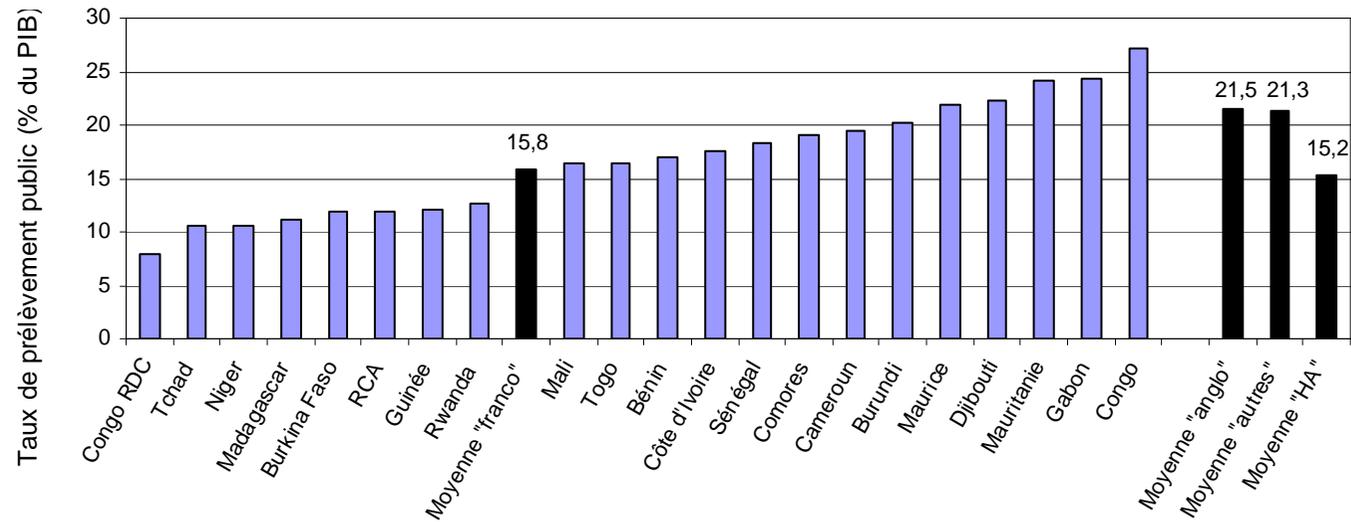
- La nécessaire consolidation des économies de nos pays exige que nous donnions les moyens à notre système d'enseignement supérieur et de recherche pour qu'il réponde efficacement aux attentes de notre jeunesse et de nos sociétés toutes entières. Les défis sont donc nombreux. En effet, les principales contraintes au développement du secteur relèvent du financement, de la gouvernance, des ressources humaines et de l'organisation académique et pédagogique des ESR



LE DEFI DU FINANCEMENT DES ESR

- Le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche par chaque État est tributaire de deux facteurs importants : la capacité des États à mobiliser des ressources et leur volonté à faire des choix politiques qui peuvent être appréciés à travers la place de l'ESR dans les dépenses publiques. Le respect des indicateurs au plan académique exige une stabilité des ressources et un équilibre financier. Dans ce cadre, une diversification des ressources pour financer le système est nécessaire.

RECETTES PUBLIQUES, HORS DONs, EN % DU PIB, ANNÉE 2003



16% du PIB pour les recettes publiques en Afrique francophone,
22% dans Afrique anglophone (pays à faibles revenus)

LE DEFI DU FINANCEMENT DES ESR

- L'augmentation des ressources pour l'ESR en Afrique Francophone passe par un desserrement des contraintes macroéconomiques et des arbitrages budgétaires plus favorables à l'éducation
- Actuellement, 18% des recettes publiques en moyenne sont affectées à l'éducation en dans les pays d'Afrique Francophone contre 21% en Afrique Anglophone pour les pays à faibles revenus.

LE DEFI DU FINANCEMENT DES ESR

- La contribution des ménages au financement de l'enseignement supérieur est relativement faible, et...
- ... Dans certains pays, L'Etat est le principal financeur net du supérieur (par exemple au Mali, au Congo et au Sénégal). Au Mali, dép. des ménages < à 10% des dépenses sociales (resp. 17% et 50%)

Pays	Contribution nette des ménages en %
Mali 2004	< 0
Congo 2005	< 0
Madagascar 1999	1
Sénégal 2001	< 0
Mauritanie 2004	13
Cameroun 2001	32
Rwanda 2000	69
Moyenne 07 pays AF. Francophone	(-)
Moyenne 09 pays en développement hors Afrique	36
OCDE 1999	17

	2004 Dépenses courantes en % du PIB	2015 Dépenses courantes en % du PIB	Mobilisation des ressources : Statu quo des arbitrages	
			2015 Ress. pour les dép. cour. en % du PIB	Gap cumulé 2004-2015 (millions de \$ de 2004)
Côte d'Ivoire	0,69	1,72	0,71	809
Cameroun	0,41	0,96	0,41	485
Sénégal	1,11	2,18	1,14	442
Burkina Faso	0,46	2,15	0,58	437
Rwanda	0,84	3,07	0,98	390
Mali	0,41	1,29	0,41	259
Bénin	0,79	2,01	0,85	247
Guinée	0,51	0,94	0,64	96
Burundi	0,86	1,81	0,86	57
Togo (public seul)	0,61	0,93	0,61	38
Comores (public seul)	0,29	1,55	0,29	31
Tchad	0,32	0,85	0,80	8
Congo	0,53	0,58	0,53	16
Madagascar	0,43	0,60	0,54	19
RCA	0,27	0,35	0,31	3
Mauritanie	0,36	0,59	0,81	(21)
Niger	0,33	0,32	0,45	(25)
RDC	0,12	0,23	0,33	(38)

LE DEFI DE LA GOUVERNANCE

- Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont souvent mal dirigés et mal gérés. Leurs systèmes d'information de gestion sont largement déficients et ne permettent pas le pilotage des établissements. Dans la majorité des cas, les établissements bénéficient de moins d'autonomie que ne le prévoient les textes. Les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment les enseignants chercheurs et les étudiants n'ont pas une vision claire et partagée du rôle qu'ils pourraient exercer dans la gouvernance du système et leurs voix s'expriment souvent de façon plutôt conflictuelle

LE DEFI DE LA GOUVERNANCE

- Le développement du secteur ne pourra pas se faire sans que soient mis en place des systèmes d'information et de gestion performants et que les rôles et responsabilités des acteurs à l'égard de la gouvernance soient clarifiés et mis en pratique. Enfin, la communauté universitaire demeure un concept presque vide, la vision cohérente d'une mission commune n'existe pas et les rapports quotidiens entre les dirigeants, les enseignants, les étudiants, les cadres administratifs et les divers personnels sont empreints de méfiance.

LE DEFI DES RESSOURCES HUMAINES

- La crise de la pertinence de l'enseignement supérieur est très intimement liée à la qualité de la formation et de la recherche scientifique. Une appréciation sommaire des effectifs d'enseignement et de recherche montre que le système ne dispose que du tiers des ressources requises à son fonctionnement. Il n'existe pas un profil d'enseignants spécifique pour enseigner les filières professionnelles courtes. Une action ferme et un investissement majeur seront requis pour assurer la relève des enseignants et des chercheurs en recrutant un nombre important de jeunes enseignants chercheurs et en facilitant la gestion de la carrière

LE DEFI DE L'ORGANISATION ACADEMIQUE ET PEDAGOGIQUE

La qualité est devenue indispensable et même impérative dans un contexte d'internationalisation de l'enseignement, il faut donc agir sur :

- L'amélioration de l'attractivité de l'offre de formation (conditions d'étude, d'enseignement et de recherche) dans un environnement de plus en plus compétitif
- Les taux d'encadrement pédagogique sont défavorables dans de nombreux pays d'Afrique francophone
- La part moyenne des dépenses pédagogiques dans les dépenses courantes n'est que de 13% en Afrique francophone, contre 16% dans les pays de l'OCDE (en 2003)

LE DEFI DE L'ORGANISATION ACADEMIQUE ET PEDAGOGIQUE

Certains spécialistes, dans le contexte africain, suggèrent qu'une part minimale de l'ordre de 20% pour le fonctionnement est essentielle pour la qualité [Saint 1992]. Cette part est estimée à 15% dans les pays d'Afrique francophone

- L'harmonisation et la modernisation des pratiques pédagogiques
 - ✓ « La diversité des systèmes d'ESR africains, aux logiques et aux performances très variables, est un frein à la circulation des compétences au sein de l'enseignement supérieur » (UNESCO-BREDA)
 - ✓ Exemple de la réforme LMD : synchronisation des systèmes et des standards utilisés, nomenclature commune de diplômes, ...

MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ESR

- Dans une perspective plus large, les décideurs et les acteurs de l'ESR reconnaissent l'importance d'une mutualisation des efforts dans un espace régional et/ou sous-régional afin de réussir le changement de cap nécessaire. Ce consensus est fondé sur le fait qu'en général nos systèmes nationaux éprouvent des difficultés qui trouvent leur source dans une problématique similaire.
- Cette orientation devra s'accompagner par la reconnaissance de l'Enseignement Supérieur comme « un vecteur d'autonomie et de création de richesses, incontournable dans la perspective de la lutte contre la pauvreté ».

MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ESR

- Les actions sectorielles de la politique de réduction de la pauvreté doivent viser à améliorer l'Indice de Développement Humain, celles-ci impliquent « un enseignement de qualité et adapté aux besoins nationaux ». « Son financement doit être considéré comme un investissement public ».
- L'objectif général consistera donc en une gestion cohérente et globale du système d'ESR pour satisfaire les besoins nationaux en cadres supérieurs surtout scientifiques et techniques adaptés aux besoins du développement national et aptes à la production.

QUELQUES RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS

- Rappelant le contenu de nos charges, le secrétaire général est chargé de la gestion de l'établissement sous l'autorité du Président d'Université ou du Directeur d'établissement supérieur. Membre de l'équipe de direction, il est associé à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'établissement ; il lui appartient de veiller à son application opérationnelle. Principal conseiller du premier responsable de l'ESR, c'est donc ès-qualité et en connaissance de causes que nous ferons quelques recommandations à l'endroit des décideurs administratifs et politiques africains.

RECOMMANDATIONS

- Nous souhaitons pour nos pays, qu'il soit trouvé des consensus nationaux entre les acteurs et les partenaires du système, pour faire de l'enseignement supérieur et la recherche un secteur stratégique et prioritaire. Ce consensus devrait se traduire par l'adoption de plans stratégiques clairs de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en identifiant des mécanismes pérennes de financement au bénéfice du développement de nos économies.

RECOMMANDATIONS

- Nos pays ont par exemple tout intérêt à initier des politiques de formation de talents dans le domaine technologique et de l'ingénierie, car notre continent regorge d'énormes ressources naturelles sous-exploitées ou mal exploitées.
- Pour réussir donc ce challenge, il s'impose la nécessité d'analyses approfondies, nationales, pour un meilleur pilotage de l'ESR

RECOMMANDATIONS

- Les analyses devraient rendre compte de la diversité de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau national **d'abord, puis sous-régional et régional dans :**
 - ✓ son **Organisation** (Etablissements, filières, etc.)
 - ✓ son **Fonctionnement** (Efficacité interne,...)
 - ✓ sa **Qualité** (variable selon les disciplines et les institutions d'ESR)
 - ✓ ses **Coûts** (par filières)
 - ✓ ses **Performances** (diplômés, production de recherche, etc.)

Ce challenge, l'Afrique peut et doit le réussir dans l'intérêt de nos populations et nos sociétés. Nous pouvons y arriver si nous voulons, car nous en avons les moyens.

Choukrane

Je vous remercie

